

Section française, DEI-France
21 rue Cujas 75005 PARIS;
contact@dei-france.org

Éduquer hors l'école

Par Hélène Cornière

L'idéologie populiste se referme sur nous comme un étau.

C'est pourquoi, «*l'éducation hors de l'école doit devenir une priorité nationale*», écrit **Amar Henni** dans «*Accueillir et transformer les colères des adolescents des quartiers populaires*». (*Les cahiers de l'enfance et de l'adolescence*, Ed. Erès).

Un enjeu pour ce faire : mettre à jour nos connaissances sur les représentations et les pratiques des jeunes pour repenser des modalités éducatives adaptées aux réalités contemporaines. Les contributions qui composent l'ouvrage déclinent concrètement cette dynamique, en France et à l'étranger. Ce numéro résulte d'une coopération entre **Olivier Douville**, directeur du comité de rédaction des *Cahiers de l'enfance et de l'adolescence*, et **Joëlle Bordet**, coordinatrice du réseau de recherche international «*Jeunes, inégalités et périphéries*». Ces témoins-interprètes insistent sur la prise en compte des «*circulations physiques et psychiques pour transformer la colère des adolescents*», précisent-ils



Coordination : **Olivier Douville**, psychanalyste ; **Joëlle Bordet**, psychosociologue¹

¹ Les contributeurs de ce numéro : Annick BELANGER, Daniel BOITIER, Dany BRICHOT, Alexis DOUALA MOU-DOUMBOU, Fabian GUENOLÉ, Sarah HELLY, Amar HENNI, Mama LAMINE SOW, Raquel MARINHO, Caroline

Réfléchir à partir du contexte

Un prérequis : interroger «*les promesses républicaines*»... dont l'éloignement s'accroît.

Daniel Boitier, philosophe et militant des droits de l'Homme s'y emploie. Par une démonstration cinglante. : «*La tendance des institutions scolaires et politiques est aujourd'hui à réduire l'émancipation à un arrachement de la particularité, voire à sa négation*» écrit-il entre autres.

Conséquence : des crispations identitaires mortifères, à travers le concept de laïcité... inventé pour les éviter. C'est dans ce contexte que deux visions s'affrontent : celle héritée de Conseil national de la résistance, fondée sur la primauté de l'éducation, et celle affirmant l'obsolescence de cet héritage, observe l'auteur, qui déplore que les jeunes soient pris entre les «*codes de quartier*», à forte résonance, et la morale religieuse sans véritable médiation éducative. Sur fond de difficultés économiques à laquelle s'ajoute la très médiatisée «*absence des pères*».

Le narratif culpabilisant trouble, hélas, la perception du grand public. Il serait donc, judicieux, dans une perspective d'ouverture des esprits, que ce dernier bénéficie de l'approche, à la fois historique et politique, proposée par **Amar Henni**.

Au diable le martelage !

Les pères ont longtemps porté la culture ouvrière dont celle du travail, l'esprit de solidarité et un sens d'appartenance à la nation. C'est l'arrivée du chômage de masse qui les a disqualifiés. Ce phénomène, analyse **Amar Henni**, a largement contribué à fragiliser les repères collectifs relatifs à l'autorité. Au sens large du terme !

Un exemple : les jeunes disent souvent craindre davantage les sanctions du quartier que celles de la justice. Or, ce dernier est porteur de contradictions. Ainsi, des valeurs de solidarité, de loyauté sont des réalités vivantes en son sein. *A contrario*, des dérives existent bel et bien. Elles reproduisent des pratiques de domination... alors que «*la loi du quartier*» est censée contrer l'injustice institutionnelle.

L'humiliation des filles, contraintes à des rapports non consentis, constitue un exemple. L'arrivée des «*grands frères*», dont la qualité d'intervention est inégale, avait pour objectif essentiel le maintien de la paix sociale, prise par les élus.

L'analyse de l'auteur est à cet égard particulièrement intéressante. «*Elle a participé à évincer le rôle des pères tant dans leur mémoire du travail ouvrier que dans leur rôle éducatif dans et hors la famille*», précise-t-il.

C'est la double peine : à la disqualification sociale s'ajoute celle au sein de la sphère privée. Cohabitent donc la perte de ces repères «*naturels*» et l'exclusion socio-économique. Cette dernière, aux yeux des jeunes, «*remet en cause la crédibilité de l'architecture étatique protectrice*», affirme l'auteur. L'ensemble ouvre la voie à des excès, en termes de violence ou de religiosité. Celle-ci est souvent regardée de façon parcellaire. «*Certains leaders réduisent l'analyse à une lecture manichéenne du bien et du mal, occultant les causes éducatives, sociales et institutionnelles de la violence*», précise-t-il. Cette trilogie appelle certes à une éducation hors l'école appuyée, mais aussi à des soins psychiques pour certains. Au-delà des «*listes d'attente*», la rationalisation est à juste titre interrogée par **Fabien Guénolé**.

«*Les activités médico-chirurgicales sont beaucoup plus susceptibles et accessibles à la*

simplification bureaucratique. Les professionnels de santé mentale créent une grande quantité d'informations dont le niveau de pertinence est inaccessible aux managers administratifs», écrit-il. Une bataille à mener : conscientiser les décideurs en santé publique., en saisissant le moment opportun : la santé mentale des jeunes a récemment défrayé la chronique.

Nicolas Sajus vient en appui pour défendre *«l'esprit de finesse»*. Il plaide la cause thérapeutique des enfants impactés par les violences conjugales, encore trop banalisées en France, contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire.

Annick Belanger ouvre pour sa part la porte à un domaine pas assez connu, celui des *«soins spirituels»* définis de la façon suivante : *«il s'agit d'une écoute et d'un accompagnement de l'autre dans sa quête de sens»* (source : *uni santé*). Et voici de nouveau la précarité sur le banc des accusés !

Laurent Melito dénonce avec vigueur une de ses conséquences, même si elle n'est pas la seule en cause : la prostitution des mineurs(es). Et réinterroge fortement les réponses institutionnelles classiques eu égard au décalage entre ces dernières et la complexité des processus qui conduisent à ces situations. Il ouvre un nouveau champ des possibles en prenant en compte *«leurs stratégies de survie psychique, leurs mécanismes de préservation identitaire, leur quête de reconnaissance et d'appartenance, et leur capacité de résistance créative»*, écrit-il.

Éduquer à partir du réel en France

Un outil pour transformer la colère des jeunes : le théâtre forum. *«La scène est un espace pour exister et penser ensemble»*, écrit **Sarah Helley**. Parce qu'il s'agit d'un lieu *«qui permet de comprendre ce que vit l'autre en lui laissant l'espace d'en dire quelque chose»*, explique-t-elle.

Ainsi, les comédiens entendent les jeunes hors de leur quotidien. Ce qui permet aux premiers d'être plus proches de la subjectivité des seconds. Sont ainsi *«travaillés»* des thèmes aussi divers que leur histoire ou celui du virilisme. *«Ils rient beaucoup de voir les comédiens engagés dans la représentation des jeunes de leur âge»*, précise-t-elle. L'activité artistique, proche des *«choses de la vie»*, est un support de choix quant à l'intérêt que les adultes leur porte. Les séances se déroulent le plus souvent dans les établissements scolaires, au sein desquels les enseignants découvrent les élèves autrement, tout en ouvrant des perspectives socialisantes. Par exemple, celles qui ont lieu dans la Maison des adolescents a facilité le recours à celle-ci.

Et quid de l'Outre-mer ?

La pratique de l'éducation hors l'école y est aussi une réalité vivante, en dépit des conditions précaires qui se sont aggravées depuis le passage du cyclone en 2024. La jeunesse est majoritaire à Mayotte : 60% de la population a moins de 25 ans, tandis que 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Le personnel de l'Éducation nationale, en nombre insuffisant, est par ailleurs surtout composé de contractuels sans formation conséquente. Dans ce contexte d'abandon social, économique et politique, les accompagnements traditionnels destinés à la jeunesse ont largement régressé.

Une conséquence : l'appauvrissement dans tous les sens du terme, fait le lit de la violence et de l'insécurité. Au point de faire émerger une nouvelle donne : la peur des jeunes. Lesquels font pourtant preuve de résilience ! *«Les initiatives sont nombreuses et souvent initiées par des jeunes sensibilisés à l'éducation par leur propre parcours»*, écrit **Dany Bichot**. Ainsi, l'association *«Haki Za Wana»* promeut les articles de la Convention des droits de l'enfant

(CIDE) ! Les jeunes témoignent, interpellent... en connaissance de cause.

Un support à la transformation de la colère

Donner les moyens aux jeunes de s'emparer d'un tel outil est un support à la transformation de la colère, dont ils portent l'expression à partir de la légalité. L'entité «*regard de cœur*» se développe sur le modèle de développement communautaire.

Des accueils collectifs d'enfants et d'adolescents permettent d'ouvrir à ces derniers des horizons : la découverte fait partie intégrante de l'éducation. Rendez-vous culturels, actions de prévention-santé, épicerie solidaire sont aussi au programme. Dûment adaptés au contexte local. À cet égard, l'action des CEMEA s'inscrit dans la même dynamique.

L'accompagnement des jeunes déscolarisés, en rupture familiale, victimes de violence ou y étant associés, séjours pour enfants et ados constituent des exemples emblématiques de la résistance de la primauté de l'éducatif. Ces initiatives au sein desquelles de nombreux jeunes sont acteurs doivent servir de base aux politiques publiques «*pour développer une vision émancipatrice de l'éducation*», conclut **Dany Brichot**.

Rendre des jeunes des quartiers populaires dieppois acteurs de relations internationales. C'est le pari, gagné, de la prévention spécialisée de cette localité. Parce qu'ouvrir les esprits contribue à éduquer. Que les décideurs qui brident cette sphère se le disent ! «*La démocratie n'est pas seulement un système institutionnel. Elle se pratique au quotidien dans des lieux concrets, avec des règles partageables, des médiations et de vraies responsabilités*», écrit **Alexis Douala**, le directeur. Lequel a engagé des échanges entre les jeunes dieppois et leurs homologues ukrainiens, mahorais et brésiliens.

Un outil de choix pour que la démocratie se vive : «*les jeunes deviennent hôtes, coconstruisent l'événement, prennent la responsabilité de celui-ci et des règles. Ils deviennent ainsi co-auteurs d'un espace public*», écrit-il. Une formidable initiative dans cet état d'esprit : recevoir de jeunes ukrainiens pour un séjour de répit. Lequel a débouché sur un jumelage entre Dieppe et Rivne. «*Cela valide un processus : la capacité des périphéries, quand on les relie au monde, de devenir des centres de gravité démocratique*», précise-t-il.

La préparation des voyages est un support de choix pour comprendre dans quel contexte cette dernière est censée s'inscrire. Ainsi, en ce qui concerne Mayotte, l'histoire coloniale, les migrations complexes, la pluralité des langues ont captivé le jeune public... qui a assisté sur place à une rafle de comoriens en situation irrégulière. Au retour, projections dans les écoles et les centres sociaux. Et lettre au Président de la République, suivie d'une réponse : «*Même si c'est du bla-bla politique, on sait maintenant qu'on peut obliger les gens à regarder*», ont déclaré les auteurs de la missive.

À l'étranger

Au Sénégal, l'éducation familiale et religieuse, empreinte d'un «*grand respect pour les aînés*», impacte très fortement les jeunes esprits, lesquels sont tiraillés entre cette dernière et un besoin d'émancipation que les acteurs de l'éducation populaire matérialisent. Il convient donc, pour ceux-ci, de prendre en compte ce «*conflit de loyauté*».

Un atout : un sens aigu des jeunes sénégalais pour l'intérêt de la communauté. Ils prennent donc spontanément des initiatives, qui méritent d'être soutenues, par exemple de type environnemental. Des opérations de nettoyage, d'assainissement et d'embellissement de l'espace public en témoignent. Ce mouvement a d'ailleurs été largement reconnu puisqu'il a pris en juin 2024... une envergure nationale. Il mobilise la lutte contre les inondations, les enjeux d'hygiène, de santé et ceux liés au développement économique en lien avec le tourisme.

Cette dynamique est conjuguée à «*une écoute active dans un rapport clinique*», selon l'expression de **Mama Lamine Sow** et **Sarah Helly**. Cela permet de soutenir un processus d'émancipation, sans heurter les aînés témoins d'une activité socialement valorisante. «*Espoir de banlieue*» est une compagnie théâtrale issue des CEMEA sénégalais. Elle a reçu le soutien de la Fondation pour la démocratie. Elle est désormais devenue une instance de dialogue entre les autorités et la jeunesse. Dans ce cas de figure, la créativité a donné lieu à un processus démocratique.

L'Ukraine

Quatre ans de guerre. Une colère des jeunes qui se retourne contre eux-mêmes. On s'en doutait : «*Ils souffrent beaucoup plus que leurs pairs n'ayant jamais vécu la guerre de troubles tels que l'anxiété, le stress post traumatique, les troubles dissociatifs, ainsi que ceux du comportement. Le nombre d'enfants atteints du spectre de l'autisme augmente de façon exponentielle. L'éducation extra-scolaire se révèle un excellent antidote aux traumatismes*», écrit **Tryna Pervouchesk**.

Une demande massive des jeunes : un ancrage fort dans la communauté nationale. Des veillées sont ainsi organisées autour des traditions de cette dernière, à travers, en particulier, l'œuvre du poète Volodymyr Ivasssiouk. On apprend aussi à mieux communiquer avec les personnes handicapées, dont beaucoup le sont par les conséquences de la guerre, en s'initiant à la langue des signes par exemple.

Pour continuer, à tout prix, de «*faire société*», ce qui fait partie intégrante de l'éducation, les acteurs multiplient les façons de soutenir la santé mentale des jeunes. En organisant parfois des séjours à l'étranger, en lieu sûr ; qui les restaurent psychiquement. Autre initiative : développer les témoignages oraux et les productions picturales des jeunes représentant leur vécu dans une zone de conflit.

Parce que dire et peindre ce que l'on vit, cela aide à résister.

Le Brésil se caractérise par une économie ultra-néolibérale, de profondes inégalités sociales sur fond d'héritage esclavagiste. Il s'est aussi longtemps «*distingué*» par un traitement juridique des mineurs particulièrement stigmatisant.

«*Il convient de rappeler que jusqu'en 1989, les codes de la justice pénale des mineurs ne prévoyaient une intervention que pour les enfants et adolescents pauvres, épargnant ceux considérés intégrés dans la famille et la société, même s'ils avaient commis des actes infractionnels*», écrit **Raquel Marinho**. Tout un état d'esprit qu'il convient de prendre encore en compte, du côté du regard sociétal quant aux délits juvéniles actuels.

Fort heureusement, le statut de l'enfant et de l'adolescent, promulgué en 90, basé sur la CIDE, a intégré des droits issus de ce qui est applicable aux adultes, visant à limiter l'arbitraire. Est ensuite apparu le projet CATU, lequel s'inspire d'un programme pour adultes souffrant de troubles psychiques, et auteurs de délits. Ces derniers sont massivement présents au sein de la population juvénile dans un contexte où «*l'expropriation de l'humanité appliquée aux personnes noires, précisément par le biais de la traite atlantique, était devenue la norme du néo-libéralisme contemporain*» (Mbembé, cité par l'auteur).

Dans ce contexte, le travail clinique est prioritaire tant pour apaiser les troubles psychiques que pour prévenir les actes déviants, en sachant qu'il y a souvent un rapport de cause à effet entre les premiers et les seconds. En effet, «*le pacte civilisateur s'est révélé incapable de tenir sa promesse de protection sociale en échange de la renonciation pulsionnelle*», écrit-elle. Des ateliers d'art et de culture, mais aussi «*être un autre qui leur dit oui, supporte leurs insultes, leur indisposition, leurs indifférences, sans répondre immédiatement par des idéalizations ou*

des savoirs préconçus incluant des diagnostics», sont des outils de choix. Au même titre que le lien avec les interlocuteurs institutionnels ou familiaux des jeunes.

«Il s'agit d'un traitement de l'autre qui implique des dimensions sociales, cliniques et politiques», conclut-elle.

Éduquer hors l'école, c'est apprendre à faire société.

Références :

- Amar HENNI , chercheur anthropologue , directeur du CFE de l'Essonne
- Sarah HELLY , comédienne , psychosociologue du travail
- Danny BRICHOT , chargé de mission à Mayotte par les Cemea
- Alexis DOUALA , directeur du Foyer Duquesne à Dieppe
- Mama SOW , Professeur honoraire de l'institut des sports et de l'éducation populaire à Dakar et président honoraire des Cemea de Dakar
- Joelle BORDET , Directrice émérite du CSTB , chercheuse psychosociologue
- Olivier DOUVILLE , Professeur honoraire de l'Université Nanterre , chercheur anthropologue , psychanalyste